

e-document		T-3118-24-ID 1	
F I L E D	FEDERAL COURT COUR FÉDÉRALE		D É P O S É
November 14, 2024 14 novembre 2024			
Genevieve Vallee			
QUE	1		

Dossier de la Cour n° :

## COUR FÉDÉRALE

**ENTRE :**

**SYNDICAT DES DÉBARDEURS DU PORT DE QUÉBEC – SYNDICAT  
CANADIEN DE LA FONCTION PUBLIQUE, SECTION LOCALE 2614**

Demandeur

**ET :**

**LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA**

**L'HONORABLE STEVEN MACKINNON, ÈS QUALITÉ DE MINISTRE DU  
TRAVAIL DU CANADA**

Défendeurs

**DEMANDE PRÉSENTÉE EN VERTU DE L'ARTICLE 18.1  
DE LA LOI SUR LES COURS FÉDÉRALES**

---

### AVIS DE DEMANDE

---

**AUX DÉFENDEURS :**

**UNE INSTANCE A ÉTÉ INTRODUITE CONTRE VOUS** par le demandeur. La réparation demandée par celui-ci est exposée ci-après.

**LA PRÉSENTE DEMANDE** sera entendue par la Cour aux date, heure et lieu fixés par l'administrateur judiciaire. À moins que la Cour n'en ordonne autrement, le lieu de l'audience sera celui choisi par le demandeur. Celui-ci demande que l'audience soit tenue à Québec.

**SI VOUS DÉSIREZ CONTESTER LA DEMANDE**, être avisé de toute procédure engagée dans le cadre de la demande ou recevoir signification de tout document visé dans la demande, vous-même ou un avocat vous représentant devez déposer un avis de comparution établi selon la formule 305 des *Règles des Cours fédérales* et le signifier aux avocats des demanderesses ou, si ces dernières n'ont pas retenu les services d'avocats, aux demanderesses elles-mêmes, **DANS LES DIX JOURS** suivant la date à laquelle le présent avis de demande vous est signifié.

Des exemplaires des *Règles des Cours fédérales* ainsi que les renseignements concernant les bureaux locaux de la Cour et autres renseignements utiles peuvent être obtenus, sur demande, de l'administrateur de la Cour, à Ottawa (n° de téléphone 613-992-4238), ou à tout bureau local.

**SI VOUS NE CONTESTEZ PAS LA DEMANDE, UN JUGEMENT PEUT ÊTRE RENDU EN VOTRE ABSENCE SANS QUE VOUS RECEVIEZ D'AUTRE AVIS.**

Le \_\_ novembre 2024

Délivré par : \_\_\_\_\_  
(Fonctionnaire du greffe)

Adresse du bureau local : 150, boulevard René-Lévesque Est  
Bureau 150  
Québec (Québec) G1R 2B2

**DESTINATAIRES :**

**PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA**

Bureau du sous-procureur général du Canada  
284, rue Wellington  
Ottawa (Ontario), K1A 0H8

**EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL  
CANADA**

165, rue de l'Hôtel-de-Ville  
Place du Portage, Phase II, 11e étage  
Gatineau (Québec) K1A 0J2

**SOCIÉTÉ DES ARRIMEURS DE QUÉBEC INC.**

241, rue de l'Estuaire  
Québec (Québec) G1K 8S8

et

**PROCUREUR GÉNÉRAL DE L'ALBERTA**

a/s Directeur  
Section du droit constitutionnel et du droit des  
Autochtones  
10e étage, Tour 102A  
10025 Avenue 102A NW  
Edmonton AB T5J 2Z2

**PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE**

C.P. 9290, succ. gouv. prov.  
Victoria BC V8W 9E2

**PROCUREUR GÉNÉRAL DE L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD**

C.P. 2000  
Charlottetown PE C1A 7N8

**PROCUREUR GÉNÉRAL DU MANITOBA**

Bureau 104, Palais législatif  
450 Broadway  
Winnipeg MB R3C 0V8

**PROCUREUR GÉNÉRAL DU NOUVEAU-BRUNSWICK**

Place Chancery, Étage : 2  
C.P. 6000  
Fredericton NB E3B 5H1

**PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE**

1690 rue Hollis  
C.P. 7  
Halifax NS B3J 2L6

**PROCUREUR GÉNÉRAL DE L'ONTARIO**

Édifce McMurtry-Scott  
720 rue Bay, 11e étage  
Toronto ON M7A 2S9

**PROCUREUR GÉNÉRAL DU NUNAVUT**

C.P 1000, succ. 500  
Iqaluit NU X0A 0H0

**PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC**

Édifce Louis-Philippe-Pigeon  
1200 route de l'Église  
Québec QC G1V 4M1

**PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA SASKATCHEWAN**

Procureur général de la Saskatchewan  
a/s Directeur du droit constitutionnel  
Ministère de la Justice de la Saskatchewan et  
procureur général

820 - 1874, rue Scarth  
Régina SK S4P 4B3

**PROCUREUR GÉNÉRAL DE TERRE-NEUVE-  
ET-LABRADOR**

4e étage, Édifice de l'Est  
Édifice de la Confédération  
C.P. 8700  
St. John's NL A1B 4J6

**PROCUREUR GÉNÉRAL DES TERRITOIRES  
DU NORD-OUEST**

C.P. 1320  
Yellowknife NT X1A 2L9

**PROCUREUR GÉNÉRAL DU YUKON**

2071 2e avenue  
Whitehorse YT Y1A 1B2

## DEMANDE

1. La présente est une demande de contrôle judiciaire du renvoi (ci-après, « **le Renvoi** ») par lequel, le 12 novembre 2024, le ministre du Travail (ci-après, « **le Ministre** ») a donné au Conseil canadien des relations industrielles (ci-après, « **le CCRI** ») des directives, en vertu de l'article 107 du *Code canadien du travail*, LRC 1985, c. L-2 (ci-après, « **le Code** »), dans le cadre d'un conflit de travail opposant la Société des arrimeurs de Québec (ci-après, « **l'Employeur** ») et le Syndicat des débardeurs du port de Québec – Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 2614 (ci-après, « **le Syndicat** »).

### L'objet de la demande est le suivant :

2. Le demandeur demande respectueusement à la Cour de :
  - a. **ACCUEILLIR** la demande de contrôle judiciaire;
  - b. **DÉCLARER** que le Renvoi est *ultra vires* des pouvoirs conférés par la loi au Ministre;
  - c. **DÉCLARER** que le Renvoi porte atteinte à la liberté d'association garantie par l'alinéa 2d) de la *Charte canadienne des droits et libertés* et que cette atteinte n'est pas justifiée en vertu de l'article premier de cette dernière;
  - d. **DÉCLARER** que le Renvoi est nul, invalide et inopérant;
  - e. **ANNULER** le Renvoi;
  - f. **RENDRE** les mesures de redressement nécessaires en vertu du paragraphe 24(1) de la *Charte canadienne des droits et libertés* afin de remédier à l'atteinte portée à la liberté d'association, notamment en condamnant les défendeurs au paiement de dommages-intérêts;

- g. **OCTROYER** au demandeur les dépens relativement à la présente demande de contrôle judiciaire;
- h. **ACCUEILLIR** la demande de sursis qui sera présentée sous peu en vertu de l'article 18.2 de la Loi sur les Cours fédérales;
- i. **RENDRE** toute autre ordonnance que cette Cour pourrait juger opportun de rendre.

**Les motifs de la demande sont les suivants :**

**Contexte**

- 3. La convention collective entre le Syndicat et l'Employeur a expiré le 31 mai 2022 et les parties ont amorcé la phase des négociations pour le renouvellement de celle-ci le 14 mars 2022.
- 4. Le 15 septembre 2022, l'Employeur a déclenché un lock-out d'une durée indéterminée visant les employés que le Syndicat représente.
- 5. Ce lock-out est à ce jour toujours en vigueur.
- 6. Comme l'indique le Ministre dans le Renvoi, « la Société des Arrimeurs de Québec emploie des travailleurs de remplacement pour maintenir des opérations presque normales depuis le début du lock-out, il y a plus de deux ans ».
- 7. Le Ministre ajoute croire « fermement que le recours à des travailleurs de remplacement a érodé les relations entre le SCFP 2614 et la Société des Arrimeurs de Québec [...] ».
- 8. À ce jour, aucune entente n'est intervenue entre les parties pour le renouvellement de la convention collective.
- 9. Le 12 novembre 2024, le Ministre transmet au CCRI ainsi qu'aux représentants du Syndicat et de l'Employeur le Renvoi faisant l'objet de la présente demande de contrôle judiciaire.
- 10. Le Syndicat ou ses représentants n'ont d'aucune manière été avisés ni consultés préalablement à la réception du Renvoi.

11. Le Renvoi ordonne au CCRI :

« (i) d'ordonner à la Société des Arrimeurs de Québec et à tous ses membres ainsi qu'à tous les employés représentés par le SCFP 2614 de reprendre et de poursuivre leurs activités et leurs tâches conformément à un protocole de retour au travail négocié par les parties avec l'aide du CCRI; (ii) d'aider les parties à parvenir à un règlement des dispositions de la convention collective faisant toujours l'objet d'un différend en imposant un arbitrage final et exécutoire; et (iii) de prolonger la durée de la convention collective existante jusqu'à ce qu'une nouvelle convention collective soit déterminée par l'arbitre. »

***Motifs au soutien de la demande de contrôle judiciaire***

12. Les motifs au soutien de la demande de contrôle judiciaire sont les suivants :

- a. le Renvoi porte atteinte au droit de grève et au droit à la négociation collective que protège l'alinéa 2d) de la *Charte canadienne des droits et libertés* et cette atteinte n'est pas justifiée en vertu de l'article premier de la *Charte canadienne des droits et libertés*;
- b. le Renvoi a été rendu sans que le Ministre respecte les exigences de l'équité procédurale;
- c. le Renvoi est *ultra vires* des pouvoirs que la loi confère au Ministre, l'article 107 du *Code* n'octroyant pas à celui-ci le pouvoir de suspendre une grève ou d'y mettre fin;
- d. le Ministre, dans l'interprétation de l'article 107 du *Code* et son application, n'a pas donné effet autant que possible aux

protections en cause conférées par la *Charte* compte tenu du mandat législatif particulier en cause ;

- e. le Renvoi constitue une décision déraisonnable compte tenu des contraintes factuelles et juridiques pertinentes;
- f. tout autre motif que le demandeur pourrait avancer avec l'autorisation de cette Cour.

**13. Les documents suivants seront présentés à l'appui de la demande :**

- a. le Renvoi du 12 novembre 2024 fait par le ministre, ainsi que les lettres accompagnant celui-ci en vue de la transmission du Renvoi au Conseil canadien des relations industrielles et de sa communication aux représentants du Syndicat et de l'Employeur;
- b. les éléments pertinents du dossier complet que le ministre du Travail avait en sa possession lorsqu'il a fait le Renvoi du 12 novembre 2024, en conformité avec la Règle 317;
- c. un ou des affidavits à être produits au dossier de la Cour, accompagné(s) des pièces documentaires à son ou à leur soutien;
- d. tout autre document que le demandeur jugera opportun de déposer et que cette Cour jugera approprié d'accepter.

**14. Conformément à la Règle 317(2), le demandeur demande au ministre du Travail de lui faire parvenir et d'envoyer au greffe une copie certifiée des documents ci-après qui ne sont pas en sa possession, mais qui sont en la possession du ministre du Travail :**

- a. le dossier complet que le ministre du Travail avait en sa possession lorsqu'il a fait le Renvoi du 12 novembre 2024.



Montréal, le 14 novembre 2024

*Melançon Marceau Grenier Cohen s.e.n.c.*

---

**MELANÇON MARCEAU GRENIER COHEN S.E.N.C.**

Me Sylvain Beauchamp

1717, boulevard René-Lévesque Est

Bureau 300

Montréal, Québec H2L 4T3

Téléphone : 514 525-3414 (poste 328)

Télécopieur : 514 525-2803

[sbeauchamp@mmgc.quebec](mailto:sbeauchamp@mmgc.quebec)

Procureurs du demandeur